



SIA 2022

# Ukraine et souveraineté alimentaire au menu du Salon de l'agriculture

**“ Du 26 février au 6 mars, la 58<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture a réuni plus de 500 000 visiteurs à Paris. Pendant neuf jours, la guerre en Ukraine est restée dans toutes les têtes. Ce contexte tendu, combiné à celui de la prochaine élection présidentielle, a donné une coloration particulière à ce Salon. Surtout, il a rendu d'autant plus nécessaire la mise en avant de la souveraineté alimentaire et le soutien au modèle agricole français. ”**

Pour une édition des retrouvailles après une édition 2021 annulée pour cause de rebond de la pandémie de Covid-19, les organisateurs avaient espéré une ambiance plus détendue et plus joyeuse. La guerre entre la Russie et l'Ukraine, lancée aux portes de l'Union européenne deux jours avant l'ouverture du Salon de l'agriculture, en a décidé autrement. Si le président de la République, Emmanuel Macron, est venu pour la traditionnelle inauguration le samedi 26 février, cela s'est fait en un temps record. Arrivé vers 7 h 15 porte de Versailles, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le chef de l'État est reparti à peine deux heures plus tard après avoir coupé officiellement le ruban tricolore aux côtés de la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert, et du président du Cenecea (l'organisateur du Salon, ndlr), Jean-Luc Poulain. S'adressant aux nombreuses personnalités du monde agricole qui l'accompagnaient, le président de la République a placé cette 58<sup>e</sup> édition sous le signe de la souveraineté agricole et alimentaire.

## « Plan de résilience »

Le chef de l'État a insisté sur des marqueurs forts tels que « la juste rémunération du travail ». Évoquant les négociations commerciales, il a indiqué que les contrôles ont été multipliés par quatre. « Avec le gouvernement, nous faisons pression sur la transformation et la grande distribution. Jusqu'à la dernière minute, nous ne lâcherons rien », a-t-il expliqué. « Le marché ne doit pas être le Far West », a-t-il également martelé, expliquant être soucieux de « redonner de la valeur à l'alimentation ». Le président Macron a aussi évoqué la transition agroécologique et climatique que le



Le 26 février en présence notamment de Christiane Lambert, présidente de la FNSEA (à droite), Emmanuel Macron a inauguré le Salon de l'agriculture.

monde agricole « mène de manière silencieuse » en faisant sa troisième révolution : numérique, robotique et génétique. Remerciant « très sincèrement » les agriculteurs et les filières d'avoir tenu depuis deux ans « pour nourrir notre nation », mais aussi d'avoir su faire face aux différentes crises (événements climatiques, épizooties...), Emmanuel Macron a assuré que « ce que nous sommes en train de vivre (à propos de la guerre en Ukraine, ndlr) ne sera pas sans conséquences sur le monde agricole et les filières qui sont les vôtres ». Le président de la République a ainsi évoqué l'augmentation des coûts de l'énergie et de l'alimentation du bétail remettant en cause la capacité des agriculteurs à se fournir. Cette guerre « qui durera » et à laquelle « il faut nous préparer » ne sera pas non plus sans impact sur nos exportations, a-t-il ajouté. Pour préserver cette souveraineté

alimentaire, le chef de l'État souhaite initier « un plan de résilience, d'abord pour sécuriser nos filières et nos intrants, pour ensuite essayer au maximum de bâtir des boucliers en termes de coûts aux niveaux national et européen ». Et de conclure, avant de passer la main à son Premier ministre, Jean Castex, et au ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie : « Je suis attaché à ce que vous représentez, à l'agriculture, à son sol, ses productions et ses valeurs. Nous en aurons besoin ».

## La diversité de l'agriculture représentée

Guerre en Ukraine oblige, le président de la République n'a donc pas eu l'occasion de battre son propre record de 14 heures de présence établi en 2019. Un contexte particulier qui n'a pas empêché ce 58<sup>e</sup> Salon de battre son plein.

Pierre Garcia et Christophe Soulard

Dans le hall 1, celui des filières d'élevage bovin, ovin, porcin et caprin – l'aviculture ayant été écartée en raison de la recrudescence de grippe aviaire – tous les yeux étaient braqués sur Neige, cette vache abondance de 4 ans venue du Grand-Bornand (Haute-Savoie), choisie pour être l'égérie de ce Salon. En cette année d'élection présidentielle, l'enclos de Neige a représenté un passage obligé pour de nombreuses personnalités politiques. Le hall 2 était lui dévolu en majorité aux cultures et filières végétales. Avec sa tour Eiffel de plusieurs mètres de haut composée de fruits et légumes, Interfel, l'interprofession de la filière, a attiré comme chaque année de nombreux visiteurs. Mais au petit jeu du comptage, c'est sans aucun doute le hall 3, celui des produits et saveurs de France, qui l'a emporté. Parmi l'ensemble des productions régionales représentées, les régions Bourgogne-Franche-Comté mais surtout Auvergne-Rhône-Alpes ont affiché un nombre record de stands. Dans le hall 4, une ambiance plus « officielle » régnait avec la présence d'organisations comme FranceAgriMer ou encore la FNSEA. De nombreuses conférences ont été proposées, que ce soit par l'Agence Bio ou l'organisme de formation Viva. Dans les quatre autres halls, les visiteurs ont notamment pu retrouver des produits d'outre-mer et de l'élevage équin. Du 26 février au 1<sup>er</sup> mars s'est également déroulé dans l'immense hall 7 le Concours général agricole des produits et vins. À voir ces allées noires de monde et ces sourires sur les visages des visiteurs comme des professionnels, nul doute que cette 58<sup>e</sup> édition, celle des retrouvailles, restera dans toutes les mémoires. ■



Neige, vache abondance de 4 ans, venue du Grand-Bornand (Haute-Savoie), était l'égérie de ce 58<sup>e</sup> Salon international de l'agriculture.

RÉGION / La journée de la région Auvergne-Rhône-Alpes au Salon international de l'agriculture s'est déroulée le 3 mars. L'occasion de mettre en valeur la diversité des productions de notre terroir régional et de distiller quelques messages de portée nationale.

## Une démonstration de force pour Auvergne-Rhône-Alpes

Dès 7 h 30 sur le stand des bovins de la Région dans le hall 1, rendez-vous était donné par Laurent Wauquiez, président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour un moment de traite avec des éleveurs de race abondance. Un exercice partagé avec la souris, tout comme la remise des cloches aux éleveurs de cette race d'excellence. Entouré de Jean-Pierre Taite, son vice-président délégué à l'agriculture, le président de Région a notamment pris le temps d'échanger avec les plus jeunes éleveurs pour les encourager dans leur choix de s'installer. À ce temps protocolaire en a succédé un autre, celui de la rencontre avec Neige, égérie régionale de ce 58<sup>e</sup> Salon de l'agriculture. Dans l'enclos, Laurent Wauquiez s'est affiché sous les flashes des photographes, comme de nombreuses personnalités politiques durant ce Salon, avant de remettre à son éleveur la cloche de cette vache abondance de 4 ans venue du Grand-Bornand (Haute-Savoie). Le président Wauquiez a notamment tenu à afficher son soutien auprès des professionnels autour du combat qu'ils mènent contre l'intégration des productions AOP dans le NutriScore. Des productions qui étaient particulièrement bien mises en valeur dans le hall 3, celui des produits et saveurs de France, où Auvergne-Rhône-Alpes était la région la plus représentée en nombre de stands. Charcu-



Laurent Wauquiez a rencontré Neige, égérie de ce 58<sup>e</sup> Salon de l'agriculture venue du Grand-Bornand (Haute-Savoie).

teries, fromages, confiseries, vins et autres productions fruitières et légumières... la deuxième région de France a affiché aux visiteurs la grande diversité de son agriculture, attirant de nombreux curieux.

## « L'agriculture que les gens attendent aujourd'hui »

Après plusieurs rendez-vous avec des responsables professionnels, Laurent Wauquiez est réapparu vers 13 h pour un point presse sur le stand principal de la Région, toujours dans le hall 3. Il a d'abord rappelé sa

satisfaction de voir une vache régionale représenter le Salon de l'agriculture. « Neige, c'est le symbole d'une agriculture de qualité, de produits du terroir, une agriculture familiale. Il s'agit de l'agriculture que les gens attendent aujourd'hui », a-t-il expliqué. Le président Wauquiez est aussi revenu sur le retour du département de l'Ardeche au Salon de l'agriculture après plusieurs années d'absence. « une vraie joie pour tout le monde ». Si aucune annonce majeure n'a été faite durant ce Salon à Paris, Laurent Wauquiez a rappelé qu'un travail important était actuellement mené au sujet des budgets Feader. Il a aussi affiché sa principale priorité, l'installation, avec l'objectif répété à l'envi de « conserver la meilleure aide à l'installation de France ». Toujours prompt à commenter l'actualité nationale et européenne, le président de Région a critiqué « ces politiques qui ne parlent d'agriculture qu'au moment du Salon » et estimé que la guerre en Ukraine vient confirmer que « notre pays ne sait pas assumer sa souveraineté alimentaire ». Après avoir échangé avec plusieurs responsables professionnels, dont le président de la FRSEA Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez a achevé sa visite par quelques poignées de mains et photos avec des visiteurs. ■

Pierre Garcia

## PARTENARIAT / Le Sima s'associe au Salon Tech&Bio

Le Salon international de l'agriculture qui s'est déroulé du 26 février au 6 mars à Paris a été l'occasion de conclure de nombreux contrats. Le mardi 1<sup>er</sup> mars, Isabelle Alfano, directrice du Salon du machinisme agricole Sima, Sébastien Windsor, président de l'APCA (chambres d'agriculture) et Jean-Pierre Royannez, président de la chambre d'agriculture de la Drôme, ont signé un partenariat tripartite. Pour la première fois dans l'histoire du Sima, la chambre d'agriculture de la Drôme, organisatrice du Salon Tech & Bio et l'APCA seront liés à la société Expositima qui regroupe Comexposium et Axema, le syndicat français des acteurs industriels de la filière des agroéquipements et de l'agroenvironnement. Un partenariat qui marque le nouveau positionnement du Sima, plus que jamais tourné vers l'ensemble des solutions et technologies dédiées au développement d'une agriculture performante et durable, au service de tous les agriculteurs. Du 6 au 10 novembre prochain, le Sima accueillera ainsi un espace dédié appelé « Rendez-vous Tech & Bio by Sima », proposant une offre globale autour de la bio : dix conférences techniques et économiques, un stand « Osez la bio » animé par les conseillers du réseau des chambres d'agriculture de France et un village d'exposants Tech & Bio. « Ce nouveau rendez-vous, appelé à se répéter à chaque édition du Sima, permettra aux visiteurs du Salon de bénéficier du meilleur des deux mondes : le meilleur du machinisme grâce au Sima et l'excellence technique grâce au Tech & Bio », a résumé avec enthousiasme Jean-Pierre Royannez. ■

Pierre Garcia

## DISTINCTION / Le SIA a récompensé ses « ambassadeurs »

Dans un communiqué du 3 mars, le Salon international de l'agriculture (SIA) a annoncé avoir renouvelé avec une tradition abandonnée depuis déjà vingt-deux ans. Ses organisateurs ont en effet édité une médaille du Salon qui a été décernée à des personnalités marquantes « pour rendre hommage à leur contribution ». Cette promotion 2022 a notamment distingué le président de la République, Emmanuel Macron, le présidenteur Jean-Pierre Pernaut (à titre posthume) mais aussi le peuple ukrainien « par le biais de l'ambassadeur d'Ukraine en France, en signe de soutien et de solidarité », précise le communiqué. Parmi les autres récipiendaires, notons la présence du président du Sénat, Gérard Larcher, vétérinaire de métier, mais aussi de Philippe Pinta et Jean-Claude Sabin, deux anciens responsables de la FNSEA. Dans cette liste figurent aussi Édouard Bergeon, réalisateur et fondateur de « Au nom de la Terre TV » et les journalistes Éric de la Chesnais (Le Figaro), Virginie Garin (RTL) et Philippe Lefebvre (France Inter). ■

Actuagri

INTERVIEW / Lors du Salon international de l'agriculture à Paris, Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, a eu l'occasion d'échanger avec le président de la République, Emmanuel Macron. Retour avec elle sur cet entretien crucial à quelques semaines de l'élection présidentielle.

## “ Nous ne lâcherons rien ”

Quelle a été la teneur de la discussion que vous avez eue avec Emmanuel Macron ?

Christiane Lambert : « Le président de la République a rappelé que les deux lois Egalim devaient s'appliquer pleinement. La rémunération des agriculteurs, un des éléments clés de la souveraineté alimentaire avec notre capacité de production, y est inscrite. Il tient, comme nous à la FNSEA, à ce que tous les dispositifs mis en place soient appliqués même si certains jugent que c'est compliqué. Je regrette que certaines enseignes aient toujours les vieux réflexes de l'ancien monde et prennent aujourd'hui les industriels en otage. Il n'est pas acceptable qu'elles n'accèdent pas à leurs demandes de répercuter la hausse des prix. Le risque de perdre cet outil industriel et in fine les parts de marché qui en découlent est réel. Ce risque hypothèque clairement la production. Si l'on y réfléchit bien, la hausse du prix des matières premières est importante en début de chaîne. Mais en bout de chaîne, cela fait combien pour un litre de lait ou une baguette ? Deux centimes ? Je pense que le consommateur a les moyens de consentir à cet effort. »

Vous avez évoqué les moyens et capacités de production. Quel est le sentiment du chef de l'État sur ce thème ?

C.L. : « Nous l'avons interpellé sur les surtranspositions que la France met en œuvre, sur les impasses phytosanitaires, le surcoût des zones de non-traitement, le plan pollinisateur et le carcan des successions culturelles. Il a été, je pense, sensible aux conséquences que toutes ces mesures peuvent générer sur les productions, et sur les coups d'arrêt qu'elles engendrent. À ce titre, je regrette beaucoup que l'Anses ne tienne pas compte de nouveaux outils performants et qu'elle appuie la conclusion de ses avis sur des matériels anciens et dépassés. Par ailleurs, Emmanuel Macron a été, je crois, conscient que le temps de la recherche ne correspond pas au temps politique et au temps agricole. Nous lui avons fait comprendre, sur le dossier des néonicotinoides, qu'il fallait agir avec pragmatisme et ne pas s'interdire, en cas de besoin, de prolonger leur autorisation d'utilisation. »

Ces règles ne méritent-elles pas d'être harmonisées au plan européen ?

C.L. : « Bien entendu, c'est pourquoi



Christiane Lambert, présidente de la FNSEA.

nous souhaitons que la révision de la directive SUD sur les pesticides fasse l'objet d'un règlement et non plus d'une directive. Le règlement pourrait être plus contraignant, y compris en France, mais l'avantage est que la règle sera commune à tous et qu'il n'y aura pas d'échappatoire pour y déroger. Il n'y aura plus sur ce point de distorsion de concurrence. Il faut d'ailleurs en terminer avec

cette instabilité et ces changements permanents. Les agriculteurs ont besoin de perspectives invariables, fermes, pour pouvoir travailler sereinement et sur le long terme. Cela vaut aussi au plan juridique sur le dossier des ZNT. À ce titre, nous allons sécuriser les chartes et tout faire pour qu'elles ne fassent pas l'objet de recours de la part des ONG. Dans le même esprit, nous allons faire pression

sur les maires et les présidents d'intercommunalités pour faire respecter le principe de réciprocité inscrit dans la loi climat et résilience. Sur ce point comme les autres, nous ne lâcherons rien. »

## Le président a-t-il évoqué avec vous les conséquences de la guerre en Ukraine ?

C.L. : « Il a évoqué un plan de résilience qui prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la résistance de nos exploitations agricoles, en construisant des réponses de court et moyen terme. Ce plan, qui sera élaboré en association avec les organisations professionnelles agricoles, dont la FNSEA, permettra de sécuriser au maximum les revenus mais également l'approvisionnement en énergie et en intrants, afin de faire face aux conséquences économiques du conflit russo-ukrainien. Il est en effet important que nous nous dotions d'un bouclier alimentaire qui nous permette de produire en France et en Europe. C'est aussi cela la souveraineté alimentaire. On ne peut pas nier qu'en cas de conflit, l'agriculture et l'alimentation représentent des armes stratégiques. » ■

Propos recueillis par Christophe Soulard